

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/203927]

**22 JUIN 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution
du décret du 2 février 2017 relatif aux aides à l'emploi à destination des groupes-cibles**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, l'article 339, remplacé par le décret du 2 février 2017;

Vu le décret du 2 février 2017 relatif aux aides à l'emploi à destination des groupes-cibles, les articles 1^{er}, alinéa 2, 5, alinéa 3, 6, alinéas 1^{er} et 4, 8, alinéas 2, 3 et 4, 11, alinéa 1^{er}, 3^o, 12, alinéa 3, 18 et 32;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage;

Vu l'arrêté royal du 16 mai 2003 pris en exécution du Chapitre 7 du Titre IV de la loi-programme du 24 décembre 2002 (I), l'article 6;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 14 décembre 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 décembre 2016;

Considérant l'avis n° A 1326 du Conseil économique et social de Wallonie, donné le 23 janvier 2017;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 6 février 2017;

Vu le rapport du 12 décembre 2016 portant sur l'évaluation de l'impact sur la situation respective des femmes et des hommes établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 61.429/4 du Conseil d'Etat, donné le 29 mai 2017 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Emploi;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1^o le décret du 2 février 2017: le décret du 2 février 2017 relatif aux aides à l'emploi à destination des groupes-cibles;

2^o le Ministre: le Ministre qui a l'Emploi dans ses attributions.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, sont assimilées à la période d'inoccupation pour le calcul de sa durée, au sens de l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5^o, du décret du 2 février 2017, les périodes suivantes :

1^o la période pendant laquelle un contrat de travail, une relation statutaire ou une activité d'indépendant à titre principal est exercée, pour autant que sa durée totale, continue ou discontinue, n'excède pas trente et un jours;

2^o la période pendant laquelle l'inscription du demandeur d'emploi a été radiée pour la reprise d'études ou pour l'objectivation;

3^o la période pendant laquelle l'inscription du demandeur d'emploi a été radiée pour le paiement d'une allocation par application des dispositions légales ou réglementaires en matière d'assurance obligatoire contre la maladie ou l'invalidité;

4^o la période pendant laquelle la personne a été inscrite en qualité de demandeur d'emploi auprès des autorités publiques d'une autre Région, de la Communauté germanophone ou d'un autre Etat-membre de l'Union européenne, et pendant laquelle elle est inoccupée;

5^o la période pendant laquelle le demandeur d'emploi bénéficie de l'intégration sociale en application de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale ou de l'aide sociale financière pour les personnes de nationalité étrangère, inscrites au registre des étrangers, qui en raison de leur nationalité ne peuvent pas prétendre au droit à l'intégration sociale.

Art. 3. Les montants des mensualités des allocations de travail visées à l'article 3 du décret du 2 février 2017, sont de :

1^o 500 euros du premier au vingt-quatrième mois;

2^o 250 euros du vingt-cinquième au trentième mois;

3^o 125 euros du trente-et-unième au trente-sixième mois.

Art. 4. Les montants des mensualités des allocations de travail visées à l'article 4 du décret du 2 février 2017, sont de :

1^o 500 euros du premier au douzième mois;

2^o 250 euros du treizième au dix-huitième mois;

3^o 125 euros du dix-neuvième au vingt-quatrième mois.

Art. 5. § 1^{er}. Le dossier de demande d'activation de l'allocation de travail, visé à l'article 133, § 1^{er}, 10^o, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, est introduit par le demandeur d'emploi conformément aux dispositions prises en vertu de l'article 137, § 1^{er}, 4^o, de l'arrêté royal précité.

Le dossier complet visé à l'alinéa 1^{er} est réceptionné par l'ONEm dans les deux mois qui suivent le mois au cours duquel l'occupation a débuté. A défaut, la demande est tardive.

Le dossier est réputé complet lorsqu'il contient le formulaire de déclaration personnelle de chômage C109 dont le modèle est établi par l'ONEm, une copie du contrat de travail et un exemplaire original de l'annexe au contrat de travail, dont le modèle est établi par le FOREm, et correspondant au "certificat de début d'une occupation avec allocations d'activation" tel que visé à l'article 137, § 1^{er}, 4^o, de l'arrêté royal précité. L'annexe au contrat de travail est complétée et signée par l'employeur et le demandeur d'emploi concomitamment à la signature du contrat de travail.

§ 2. Lorsque le demandeur d'emploi est occupé auprès de différents employeurs, il introduit un dossier complet de demande d'activation de l'allocation de travail pour chaque occupation, suivant l'ordre chronologique de ses entrées en service auprès de ces employeurs.

§ 3. Le demandeur d'emploi, qui a bénéficié d'une allocation de travail dans le cadre d'un contrat de travail conclu avec un employeur, ne doit pas introduire une nouvelle demande d'activation des allocations de travail lorsqu'il est réengagé par le même employeur dans un délai inférieur à 12 mois.

Art. 6. § 1^{er}. Le calcul de la durée du droit à l'allocation de travail débute le premier jour du mois de l'entrée en service.

Lorsque le demandeur d'emploi est occupé auprès de différents employeurs, le calcul de la durée du droit à l'allocation de travail débute le premier jour du mois de l'entrée en service relative à l'occupation pour laquelle le demandeur d'emploi a introduit sa première demande d'activation de l'allocation de travail.

§ 2. L'allocation de travail est octroyée à partir de la date de l'entrée en service.

En cas de demande tardive, l'allocation de travail est octroyée à partir du premier jour du mois dans lequel est située la date de la réception de la demande. Toutefois, l'allocation de travail est octroyée à partir de l'entrée en service lorsque l'employeur démontre que conformément à l'annexe au contrat de travail, l'allocation de travail a effectivement été déduite à partir du premier paiement de la rémunération.

Lorsque le demandeur d'emploi est occupé auprès de différents employeurs, s'il a introduit les dossiers de demande d'activation dans l'ordre chronologique de ses entrées en service, l'allocation de travail est octroyée conformément aux alinéas 1^{er} et 2.

Lorsque le demandeur d'emploi est occupé auprès de différents employeurs, s'il n'a pas introduit les dossiers de demande d'activation dans l'ordre chronologique de ses entrées en service, l'allocation est octroyée pour autant qu'il réunisse les conditions des articles 3 ou 4 du décret du 2 février 2017, conformément aux alinéas 1^{er} et 2, et, au plus tôt, le premier jour du mois de l'entrée en service relative à l'occupation pour laquelle le demandeur d'emploi a introduit la première demande d'activation de l'allocation de travail, même lorsque l'employeur démontre que conformément à l'annexe au contrat de travail, l'allocation de travail a effectivement été déduite à partir du premier paiement de la rémunération.

Art. 7. Pour que l'allocation de travail soit payée au demandeur d'emploi, l'employeur remplit mensuellement une déclaration électronique du risque social, intitulée e-DRS-Chômage : scénario 8.

Le paiement des allocations de travail est réglé par le Chapitre VII- Paiement de l'allocation et le Chapitre VIII - Introduction et vérification des paiements de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage.

Art. 8. L'employeur informe l'ONEm d'un accident de travail dont le demandeur d'emploi est victime et, en cas de remboursement par l'assurance accidents de travail, il effectue à l'ONEm un paiement d'un montant égal au résultat de la formule $A \times B \times C/D$, où :

- A est égal à 0,9;
- B est égal à l'allocation payée pour le mois considéré;
- C est égal au montant imposable de la rémunération pour la période d'incapacité de travail dans le mois considéré;
- D est égal au montant imposable de la rémunération pour le mois considéré.

Art. 9. La banque de données est mise à jour, conformément à l'article 12, alinéa 3, du décret du 2 février 2017, à partir de sources authentiques, à l'exception de :

- 1° la déclaration du demandeur d'emploi relativement à son niveau de qualification;
- 2° les attestations délivrées en l'absence d'accès aux sources authentiques.

Aux fins de l'application de l'article 8, alinéa 1^{er}, du décret du 2 février 2017, l'ONEm accède à la banque de données visée à l'article 12 du décret précité.

Art. 10. Lorsque l'ONEm constate que les conditions d'octroi, de suspension, de cessation ou de récupération de l'activation des allocations de travail, visées à l'article 8 du décret du 2 février 2017, sont réunies, il en informe le demandeur d'emploi et l'employeur.

Art. 11. L'ONEm informe le demandeur d'emploi et l'employeur de la date de prise de connaissance de la cause de suspension visée à l'article 10, alinéa 1^{er}, 2°, du décret du 2 février 2017.

Pour obtenir la levée de la suspension, visée à l'article 10, alinéa 3, du décret du 2 février 2017, le demandeur d'emploi est inscrit au FOREm depuis au moins un jour et excepté le cas de la situation visée à l'article 5, § 3, introduit un dossier de demande d'activation de l'allocation de travail conformément à l'article 5.

Chaque fois que l'octroi de l'aide est suspendu pour une durée continue ou discontinue de 31 jours, il est prorogé d'un mois. Les jours du mois qui précèdent l'entrée en service relative à l'occupation pour laquelle le demandeur d'emploi a introduit sa première demande d'activation, sont inclus dans le calcul de la durée de la suspension.

Art. 12. La durée de la période de suspension ininterrompue visée à l'article 11, alinéa 1^{er}, 3°, du décret du 2 février 2017 est de douze mois.

Art. 13. Lorsque des allocations de travail ont été perçues contrairement aux informations contenues dans la banque de données visée à l'article 12 du décret précité, l'ONEm, conformément au Chapitre IX-Récupérations de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, prend, dans ce cas, une décision de récupération des allocations de travail versées indûment.

Art. 14. § 1^{er}. Lorsque sur la base du contrôle visé à l'article 14 du décret du 2 février 2017, l'Inspection sociale du Département de l'Inspection de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie constate un manquement, elle avertit par lettre recommandée le travailleur et son ou ses employeurs.

Dans un délai de deux mois à dater de la réception de la lettre recommandée d'avertissement, le travailleur et son ou ses employeurs, peuvent faire valoir leurs observations par écrit et demander à être entendus. Dans le cas d'une demande d'audition, l'Inspection sociale convoque le travailleur et son ou ses employeurs pour qu'ils puissent être entendus en leurs voies et moyens par l'Inspection sociale dans un délai de quarante jours à dater de l'échéance du délai de deux mois prenant cours à la date de réception la lettre recommandée d'avertissement. Le travailleur qui a communiqué par écrit qu'il ne souhaite pas être entendu, n'est pas convoqué.

Les convocations sont faites au moyen d'un écrit mentionnant le motif, le jour et l'heure de l'audition, ainsi que la possibilité de ne pas se présenter mais de communiquer les moyens de défense par écrit. Les convocations énoncent les faits ou griefs, la nature des mesures envisagées et indiquent à l'intéressé qu'il peut prendre connaissance des pièces de son dossier. Les auditions ont lieu au plus tôt le dixième jour qui suit la remise des convocations à la poste.

Si le travailleur ou l'employeur est empêché le jour où il a été convoqué, il peut demander la remise de l'audition à une date qui ne peut être postérieure de plus de quinze jours à celle qui était fixée pour la première audition. La remise n'est accordée qu'une seule fois, sauf cas de force majeure. La demande de remise doit, sauf cas de force majeure, parvenir à l'Inspection sociale au plus tard le jour précédant celui de la convocation.

Le travailleur et l'employeur peuvent se faire représenter ou assister par un avocat ou par un délégué d'une organisation de travailleurs ou d'employeurs.

§ 2. Si au terme de la procédure visée au paragraphe 1^{er}, l'Inspection sociale constate l'existence de manquement, elle en informe le FOREm qui décide, par décision écrite et motivée, de la cessation de l'octroi de l'allocation de travail.

Le FOREm notifie sa décision au travailleur et à l'employeur, par envoi ayant date certaine, et y précise les délais et voie de recours.

§ 3. Le FOREm transmet la décision visée au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, à l'ONEM pour qu'il procède à la cessation de l'allocation de travail à partir du premier jour du deuxième mois qui suit la prise de connaissance par l'ONEM de la décision du FOREm de la cessation de l'octroi de l'allocation de travail. L'ONEM informe le travailleur et l'employeur de la date de prise d'effet de la cessation de l'octroi de l'allocation de travail.

Art. 15. Dans l'arrêté royal du 16 mai 2003 pris en exécution du Chapitre 7 du Titre IV de la loi-programme du 24 décembre 2002 (I), visant à harmoniser et à simplifier les régimes de réductions de cotisations de sécurité sociale, remplacé par l'arrêté royal du 24 janvier 2013, il est inséré un article 4/1 rédigé comme suit :

« Art. 4/1. Le plafond salarial déterminé à l'article 6/1 est augmenté de 2 % pour chaque augmentation des plafonds salariaux visés à l'article 2 de la loi du 20 décembre 1999 visant à octroyer un bonus à l'emploi sous la forme d'une réduction des cotisations personnelles de sécurité sociale aux travailleurs salariés ayant un bas salaire et à certains travailleurs qui ont été victimes d'une restructuration, résultant de la liaison à l'index visée à l'article 2, § 2, alinéa 3, de la loi du 20 décembre 1999 précitée, à partir du trimestre qui suit le trimestre durant lequel ce plafond salarial est augmenté ou, si cette augmentation coïncide avec le début d'un trimestre, à partir de ce trimestre.

Le résultat du calcul visé à l'alinéa précédent, est arrondi au cent le plus proche, 0,005 EUR étant arrondi à 0,01 EUR.

Cette disposition est appliquée à partir du trimestre qui suit le trimestre durant lequel le montant du plafond salarial concerné est déterminé ».

Art. 16. L'article 6 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 6. La réduction groupe-cible, visée à l'article 339 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, peut être octroyée pour un montant forfaitaire s'élevant à :

1° G2 tel que fixé par arrêté royal du 12 juin 2013 portant exécution de l'article 336 de la loi-programme du 24 décembre 2002 et modifiant l'arrêté royal du 16 mai 2003 pris en exécution du Chapitre 7 du Titre IV de la loi-programme du 24 décembre 2002 (I), visant à harmoniser et à simplifier les régimes de réductions de cotisations de sécurité sociale par trimestre pour les travailleurs qui au dernier jour du trimestre sont âgés d'au moins 55 à 57 ans;

2° G1 tel que fixé par arrêté royal du 12 juin 2013 portant exécution de l'article 336 de la loi-programme du 24 décembre 2002 et modifiant l'arrêté royal du 16 mai 2003 pris en exécution du Chapitre 7 du Titre IV de la loi-programme du 24 décembre 2002 (I), visant à harmoniser et à simplifier les régimes de réductions de cotisations de sécurité sociale, par trimestre pour les travailleurs qui au dernier jour du trimestre sont âgés d'au moins 58 à 61 ans;

3° G8 tel que fixé par arrêté royal du 12 juin 2013 portant exécution de l'article 336 de la loi-programme du 24 décembre 2002 et modifiant l'arrêté royal du 16 mai 2003 pris en exécution du Chapitre 7 du Titre IV de la loi-programme du 24 décembre 2002 (I), visant à harmoniser et à simplifier les régimes de réductions de cotisations de sécurité sociale, par trimestre pour les travailleurs qui au dernier jour du trimestre sont âgés d'au moins 62 ans. ».

Art. 17. Dans le même arrêté, il est inséré un article 6/1 rédigé comme suit :

« Art. 6/1. Le plafond salarial visé à l'article 339, alinéa 1^{er}, 2°, de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, s'élève à 13.942,47 euros par trimestre. ».

Art. 18. Le Ministre charge le FOREm, en collaboration avec l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique, de procéder à l'évaluation visée à l'article 18 du décret du 2 février 2017.

L'évaluation peut comprendre les informations suivantes :

1° relatives aux demandeurs d'emploi et aux travailleurs :

a) le nombre de demandeurs d'emploi ayant bénéficié ou bénéficiant des allocations de travail visées aux articles 3 et 4 du décret du 2 février 2017, par groupe-cible;

b) le profil des demandeurs d'emploi : durée d'inoccupation, niveau de qualification, âge, sexe, domicile;

c) le nombre de travailleurs maintenus à l'emploi après la cessation de l'octroi des allocations de travail;

d) le nombre de suspensions visées à l'article 10 du décret du 2 février 2017 classées par cause de suspension;

e) le nombre de cessations visées à l'article 11, alinéa 1^{er}, 3°, du décret du 2 février 2017;

f) le nombre de travailleurs ayant bénéficié ou bénéficiant de la réduction de cotisations sociales groupe-cible visée à l'article 339 de la loi-programme;

g) le nombre de cas de cumul des allocations de travail avec la réduction de cotisations sociales groupe-cible visée à l'article 339 de la loi-programme;

2° relatives aux employeurs :

a) la taille de l'entreprise, en nombre de travailleurs sous contrat de travail avec l'employeur;

b) la localisation de l'unité d'établissement dans laquelle le travailleur est occupé;

c) le type de personnalité juridique de l'employeur;

d) le secteur principal d'activités et la commission paritaire principale.

Dans la demande qu'il adresse au FOREm, le Ministre peut préciser les données complémentaires à évaluer.

Art. 19. Pour l'application de l'article 32, alinéa 2, du décret du 2 février 2017, le salaire trimestriel de référence, visé à l'article 28/1, alinéa 2, 3^o, 1^{er} tiret, de l'arrêté royal du 16 mai 2003 pris en exécution du Chapitre 7 du Titre IV de la loi-programme du 24 décembre 2002 (I), visant à harmoniser et à simplifier les régimes de réductions de cotisations de sécurité sociale, est fixé à 13.942,47 euros. Ce plafond salarial est augmenté de 2 % pour chaque augmentation des plafonds salariaux visés à l'article 2 de la loi du 20 décembre 1999 visant à octroyer un bonus à l'emploi sous la forme d'une réduction des cotisations personnelles de sécurité sociale aux travailleurs salariés ayant un bas salaire et à certains travailleurs qui ont été victimes d'une restructuration, résultant de la liaison à l'index visée à l'article 2, § 2, alinéa 3, de la loi du 20 décembre 1999 précitée, à partir du trimestre qui suit le trimestre durant lequel ce plafond salarial est augmenté ou, si cette augmentation coïncide avec le début d'un trimestre, à partir de ce trimestre.

Le résultat du calcul visé à l'alinéa précédent, est arrondi au cent le plus proche, 0,005 EUR étant arrondi à 0,01 EUR.

Cette disposition est appliquée à partir du trimestre qui suit le trimestre durant lequel le montant du plafond salarial concerné est déterminé.

Art. 20. Les demandes de cartes de travail et les demandes de révision de cartes de travail, des travailleurs engagés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, conformément aux conditions fixées en vertu de l'arrêté royal du 19 décembre 2001 de promotion de mise à l'emploi des demandeurs de longue durée, de l'arrêté royal du 29 mars 2006 d'exécution de l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, m), de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 relatif à la sécurité sociale des travailleurs pour la promotion de mise à l'emploi des jeunes moins qualifiés ou très peu qualifiés, tels qu'en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, doivent être introduites au plus tard le 31 décembre 2017. A défaut, le travailleur perd le droit au bénéfice des activations susvisées.

Art. 21. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2017.

Art. 22. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 22 juin 2017.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,

E. TILLIEUX

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/203927]

22 JUNI 2017. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 2 februari 2017 betreffende de steun voor tewerkstelling ten behoeve van de doelgroepen

De Waalse Regering,

Gelet op de programmawet (I) van 24 december 2002, artikel 339, vervangen bij het decreet van 2 februari 2017;

Gelet op het decreet van 2 februari 2017 betreffende de steun voor tewerkstelling ten behoeve van de doelgroepen, de artikelen 1, tweede lid, 5, derde lid, 6, eerste en vierde lid, 8, tweede, derde en vierde lid, 11, eerste lid, 3^o, 12, derde lid, 18 en 32;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 mei 2003 tot uitvoering van Hoofdstuk 7 van Titel IV van de programmawet van 24 december 2002 (I), artikel 6;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 14 december 2016;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 15 december 2016;

Gelet op het advies nr. A 1326 van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest), gegeven op 23 januari 2017;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling), gegeven op 6 februari 2017;

Gelet op het evaluatierapport van 12 december 2016 over de weerslag van het project op de respectievelijke toestand van vrouwen en mannen, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies nr. 61.429/4 van de Raad van State, gegeven op 29 mei 2017 overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Tewerkstelling;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1^o het decreet van 2 februari 2017: het decreet van 2 februari 2017 betreffende de steun voor tewerkstelling ten behoeve van de doelgroepen;

2^o de Minister: De Minister bevoegd voor Tewerkstelling.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit worden de volgende periodes gelijkgesteld met de periode van werkloosheid voor de berekening van de duur ervan in de zin van artikel 1, tweede lid, 5°, van het decreet van 2 februari 2017:

1° de periode tijdens dewelke een arbeidsovereenkomst, een statutaire relatie of een activiteit van zelfstandige als hoofdactiviteit wordt uitgeoefend, voor zover de totale duur ervan, ononderbroken of onderbroken, niet meer dan eenendertig dagen bedraagt;

2° de periode tijdens dewelke de inschrijving van de werkzoekende wordt doorgehaald voor het hervatten van studies of voor de objectivering;

3° de periode tijdens dewelke de inschrijving van de werkzoekende wordt doorgehaald voor de betaling van een uitkering met toepassing van de wettelijke of reglementaire bepalingen inzake de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering;

4° de periode tijdens dewelke de persoon werd ingeschreven als werkzoekende bij de overheden van een ander Gewest, de Duitstalige Gemeenschap of een andere lidstaat van de Europese Unie en tijdens dewelke ze niet werkt;

5° de periode tijdens dewelke de werkzoekende in aanmerking komt voor de maatschappelijke integratie overeenkomstig de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie of de financiële maatschappelijke hulp voor de personen van buitenlandse herkomst, ingeschreven in het vreemdelingenregister, die wegens hun nationaliteit geen aanspraak kunnen maken op het recht op maatschappelijke integratie.

Art. 3. De bedragen van de maandelijkse afbetalingen van de werkuitkering bedoeld in artikel 3 van het decreet van 2 februari 2017 zijn de volgende:

1° 500 euro van de eerste tot de vierentwintigste maand;

2° 250 euro van de vierentwintigste tot de dertigste maand;

3° 125 euro van de éénendertigste tot de zesendertigste maand.

Art. 4. De bedragen van de maandelijkse afbetalingen van de werkuitkering bedoeld in artikel 4 van het decreet van 2 februari 2017 zijn de volgende:

1° 500 euro van de eerste tot de twaalfde maand;

2° 250 euro van de dertiende tot de achttiende maand;

3° 125 euro van de negentiende tot de vierentwintigste maand.

Art. 5. § 1^{er}. Het dossier van aanvraag voor de activering van de werkuitkering, bedoeld in artikel 133, § 1, 10°, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, wordt ingediend door de werkzoekende overeenkomstig de bepalingen genomen krachtens artikel 138, eerste lid, 4°, van het voornoemde koninklijk besluit.

Het volledig dossier bedoeld in het eerste lid wordt in ontvangst genomen door de RVA binnen de twee maanden die volgen op de maand waarin de tewerkstelling is begonnen. Bij gebrek, wordt de aanvraag laat overgemaakt.

Het dossier wordt geacht volledig te zijn als hij het formulier van persoonlijke werkloosheidsverklaring C 109 bevat waarvan het model door de RVA wordt opgesteld, een afschrift van de arbeidsovereenkomst en een origineel exemplaar van de bijlage bij de arbeidsovereenkomst waarvan het model door de FOREM wordt opgesteld, en overeenstemmend met het "bewijs van aanvang van een tewerkstelling met activeringsuitkeringen" zoals bedoeld in artikel 137, § 1, 4°, van het voornoemd koninklijk besluit. De bijlage bij de arbeidsovereenkomst wordt ingevuld en ondertekend door de werkgever en de werkzoekende samen met de ondertekening van de arbeidsovereenkomst.

§ 2. Wanneer de werkzoekende wordt tewerkgesteld bij verschillende werkgevers, dient hij een volledig dossier in van aanvraag voor de activering van de werkuitkering voor elke tewerkstelling, volgens de chronologische volgorde van zijn indiensttredingen bij zijn werkgevers.

§ 3. De werkzoekende die een werkuitkering in het kader van een met de werkgever gesloten arbeidsovereenkomst heeft genoten, moet geen nieuwe aanvraag voor de activering van de werkuitkering indienen als hij door dezelfde werkgever opnieuw in dienst is genomen binnen een termijn die lager is dan 12 maanden.

Art. 6. § 1^{er}. De berekening van de duur van het recht op de werkuitkering vangt aan op de eerste dag van de maand van de indiensttreding.

Wanneer de werkzoekende is tewerkgesteld bij verschillende werkgevers, begint de berekening van de duur van het recht op de werkuitkering de eerste dag van de maand van de indiensttreding betreffende de tewerkstelling waarvoor de werkzoekende zijn eerste aanvraag voor de activering van de werkuitkering heeft ingediend.

§ 2. De werkuitkering wordt toegekend vanaf de datum van de indiensttreding.

In geval van laattijdige aanvraag wordt de werkuitkering toegekend vanaf de eerste dag van de maand waarin de ontvangstdatum van de aanvraag gelegen is. De werkuitkering wordt evenwel toegekend vanaf de indiensttreding wanneer de werkgever aantoont dat overeenkomstig de bijlage bij de arbeidsovereenkomst, de werkuitkering effectief in mindering is gebracht vanaf de eerste betaling van de bezoldiging.

Wanneer de werkzoekende wordt tewerkgesteld bij verschillende werkgevers, als hij de dossiers van aanvraag voor de activering in de chronologische volgorde van zijn indiensttredingen heeft ingediend, wordt de werkuitkering toegekend overeenkomstig het eerste en het tweede lid.

Wanneer de werkzoekende wordt tewerkgesteld bij verschillende werkgevers, als hij de dossiers van aanvraag voor de activering in de chronologische volgorde van zijn indiensttredingen niet heeft ingediend, voor zover hij de voorwaarden van de artikelen 3 of 4 van het decreet van 2 februari 2017 verenigt, wordt de werkuitkering toegekend overeenkomstig het eerste en het tweede lid en, ten vroegste, de eerste dag van de maand van de indiensttreding betreffende de tewerkstelling waarvoor de werkzoekende de eerste aanvraag voor de activering van de werkuitkering heeft ingediend, zelfs als de werkgever aantoont, overeenkomstig de bijlage bij de arbeidsovereenkomst, dat de werkuitkering effectief in mindering werd gebracht vanaf de eerste betaling van de bezoldiging.

Art. 7. Om ervoor te zorgen dat de werkuitkering aan de werkzoekende wordt uitbetaald, vult de werkgever maandelijks een elektronische aangifte van het sociaal risico in, met als opschrift e-ASR-Werkloosheid: scénario 8.

De betaling van de werkuitkeringen wordt geregeld door Hoofdstuk VII - Betaling van de uitkering en Hoofdstuk VIII - Indiening en verificatie van de betalingen van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering.

Art. 8. De werkgever stelt de RVA in kennis van een arbeidsongeval dat de werknemer overkomt en hij verricht, in geval van terugbetaling door de arbeidsongevallenverzekeraar, aan de RVA een betaling van een bedrag gelijk aan het resultaat van de formule $A \times B \times C/D$, waarbij:

A gelijk is aan 0,9;

B gelijk is aan de uitkering betaald voor de beschouwde maand;

C gelijk is aan het belastbaar bedrag van het loon voor de periode van arbeidsongeschiktheid in de beschouwde maand;

D gelijk is aan het belastbaar bedrag van het loon voor de beschouwde maand.

Art. 9. De databank wordt bijgewerkt overeenkomstig artikel 12, derde lid, van het decreet van 2 februari 2017, vanaf authentieke bronnen, met uitzondering van:

1° de aangifte van de werkzoekende betreffende zijn kwalificatieniveau;

2° de attesten afgeleverd bij gebrek aan toegang tot de authentieke bronnen.

Voor de toepassing van artikel 8, eerste lid, van het decreet van 2 februari 2017, heeft de RVA toegang tot de databank bedoeld in artikel 12 van het voornoemd decreet.

Art. 10. Wanneer de RVA vaststelt dat de voorwaarden voor de toekenning, de schorsing, de stopzetting of de terugvordering van de activering van de werkuitkeringen, bedoeld in artikel 8 van het decreet van 2 februari 2017 zijn verenigd, brengt hij de werkzoekende en de werkgever daarvan op de hoogte.

Art. 11. De RVA brengt de werkzoekende en de werkgever op de hoogte van de datum van kennisneming van de oorzaak van de opschorting bedoeld in artikel 10, eerste lid, 2°, van het decreet van 2 februari 2017.

Om de opheffing van de schorsing bedoeld in artikel 10, derde lid, van het decreet van 2 februari 2017 te verkrijgen, is de werkzoekende ingeschreven bij de RVA sinds minstens één dag en behalve het geval van de toestand bedoeld in artikel 5, § 3, dient hij een dossier in van aanvraag voor de activering van de werkuitkering overeenkomstig artikel 5.

Telkens als de toekenning van de steun wordt geschorst voor een ononderbroken of onderbroken duur van 31 dagen, wordt hij met één maand verlengd. De dagen van de maand die voorafgaan aan de indiensttreding betreffende de tewerkstelling waarvoor de werkzoekende zijn eerste aanvraag voor de activering heeft ingediend, zijn inbegrepen in de berekening van de duur van de schorsing.

Art. 12. De duur van de ononderbroken schorsingsperiode bedoeld in artikel 11, eerste lid, 3°, van het decreet van 2 februari 2017 bedraagt twaalf maanden.

Art. 13. Wanneer werkuitkeringen werden ontvangen in tegenstelling tot de informatie vervat in de databank bedoeld in artikel 12 van het voornoemd decreet, neemt de RVA, in dit geval, overeenkomstig Hoofdstuk IX-Terugvordering van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, een beslissing van terugvordering van de werkuitkeringen die onrechtmatig zijn uitbetaald.

Art. 14. § 1^{er}. Wanneer op basis van de controle bedoeld in artikel 14 van het decreet van 2 februari 2017, de Sociale Inspectie van het Departement Inspectie van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst een tekortkoming vaststelt, verwittigt ze de werknemer en zijn werkgever(s) bij aangetekend schrijven.

Binnen een termijn van twee maanden te rekenen van de ontvangst van het aangetekend schrijven, kunnen de werknemer en zijn werkgever(s) hun opmerkingen schriftelijk laten gelden en verzoeken om gehoord te worden. In het geval van een verzoek om gehoord te worden, roept de Sociale inspectie de werknemer en zijn werkgever(s) op om in hun wegen en middelen gehoord te worden door de Sociale inspectie binnen een termijn van veertig dagen te rekenen van het verstrijken van de termijn van twee maanden die ingaat op de ontvangstdatum van het aangetekend schrijven. De werknemer die schriftelijk heeft meegedeeld dat hij niet wenst gehoord te worden, wordt niet opgeroepen.

De oproepingen gebeuren door middel van een geschrift dat de reden, de dag en het uur van het verhoor vermeldt, alsmede de mogelijkheid om niet te verschijnen doch schriftelijk verweermiddelen naar voren te brengen. De oproepingen vermelden de feiten of klachten, de aard van de overwogen maatregelen en wijzen de betrokkene erop dat hij kan kennis nemen van de stukken van zijn dossier. Het verhoor vindt ten vroegste plaats de tiende dag na de afgifte van de uitnodiging ter post.

Indien de werknemer de dag waarvoor hij opgeroepen werd belet is, mag hij vragen dat het verhoor verdaagd wordt tot een datum die niet later mag vallen dan vijftien dagen na die welke eerst was vastgesteld. Behoudens gevallen van overmacht wordt het uitstel slechts eenmaal verleend. De vraag tot uitstel moet, behoudens overmacht, uiterlijk toekomen op de Sociale inspectie de dag voorafgaand aan deze waarvoor hij opgeroepen werd.

De werknemer en de werkgever kunnen zich laten vertegenwoordigen of bijstaan door een advocaat of door een afgevaardigde van een werknemers- of werkgeversorganisatie.

§ 2. Als na afloop van de procedure bedoeld in paragraaf 1, de Sociale inspectie het bestaan van een tekortkoming vaststelt, brengt ze de FOREm op de hoogte die, bij een schriftelijke en met redenen omklede beslissing, beslist over de stopzetting van de toekenning van de werkuitkering.

De FOREm betekent zijn beslissing aan de werknemer en aan de werkgever, via een zending met vaste datum, en bepaalt in zijn beslissing de termijnen en middelen van beroep.

§ 3. De FOREm maakt de beslissing bedoeld in paragraaf 2, eerste lid, over aan de RVA opdat de RVA zou overgaan tot de stopzetting van de werkuitkering vanaf de eerste dag van de tweede maand die volgt op de kennisneming door de RVA van de beslissing van de FOREm om de toekenning van de werkuitkering stop te zetten. De RVA brengt de werknemer en de werkgever op de hoogte van de datum van inwerkingtreding van de stopzetting van de toekenning van de werkuitkering.

Art. 15. In het koninklijk besluit van 16 mei 2003 tot uitvoering van het Hoofdstuk 7 van Titel IV van de programmawet van 24 december 2002 (I), betreffende de harmonisering en vereenvoudiging van de regelingen inzake verminderingen van de sociale zekerheidsbijdragen, vervangen bij het koninklijk besluit van 24 januari 2013 wordt een artikel 4/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 4/1. De loongrens bepaald in artikel 6/1 wordt met 2 % verhoogd voor elke verhoging van de loongrenzen bedoeld in artikel 2 van de wet van 20 december 1999 tot toekenning van een werkbonus onder de vorm van een vermindering van de persoonlijke bijdragen van sociale zekerheid aan werknemers met lage lonen en aan sommige werknemers die het slachtoffer waren van een herstructurering, voortvloeiend uit de koppeling aan de index bedoeld in artikel 2, § 2, derde lid, van de voornoemde wet van 20 december 1999, vanaf het kwartaal dat volgt op het kwartaal waarin deze loongrens wordt verhoogd of, als deze verhoging samenvalt met het begin van een kwartaal, vanaf dat kwartaal.

Het resultaat van de berekening bedoeld in het vorig lid, wordt tot de dichtstbijzijnde cent afgerond, en 0,005 wordt naar 0,01 EUR afgerond.

Deze bepaling wordt toegepast vanaf het kwartaal dat volgt op het kwartaal waarin het bedrag van de betrokken loongrens wordt bepaald”.

Art. 16. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

“Art.6. De doelgroepvermindering bedoeld in artikel 339 van de programmawet (I) van 24 december 2002, kan worden toegekend voor een forfaitair bedrag van:

1° G2 zoals vastgelegd bij Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 336 van de programmawet van 24 december 2002 en tot wijziging van het koninklijk besluit van 16 mei 2003 tot uitvoering van het Hoofdstuk 7 van Titel IV van de programmawet van 24 december 2002 (I), betreffende de harmonisering en vereenvoudiging van de regelingen inzake verminderingen van de sociale zekerheidsbijdragen per kwartaal voor de werknemers die op de laatste dag van het kwartaal minstens de leeftijd van 55 tot 57 jaar hebben bereikt;

2° G1 zoals vastgelegd bij Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 336 van de programmawet van 24 december 2002 en tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 mei 2003 tot uitvoering van het Hoofdstuk 7 van Titel IV van de programmawet van 24 december 2002 (I), betreffende de harmonisering en vereenvoudiging van de regelingen inzake verminderingen van de sociale zekerheidsbijdragen, per kwartaal voor de werknemers die op de laatste dag van het kwartaal minstens de leeftijd van 58 tot 61 jaar hebben bereikt;

3° G8 zoals vastgelegd bij Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 336 van de programmawet van 24 december 2002 en tot wijziging van het koninklijk besluit van 16 mei 2003 tot uitvoering van het Hoofdstuk 7 van Titel IV van de programmawet van 24 december 2002 (I), betreffende de harmonisering en vereenvoudiging van de regelingen inzake verminderingen van de sociale zekerheidsbijdragen per kwartaal voor de werknemers die op de laatste dag van het kwartaal minstens 62 jaar zijn”.

Art. 17. In hetzelfde besluit wordt een artikel 6/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 6/1. De loongrens bedoeld in artikel 339, eerste lid, 2°, van de programmawet (I) van 24 december 2002, bedraagt 13.942,47 euro per kwartaal”.

Art. 18. De Minister belast de FOREm ermee, in samenwerking met het Waals Instituut voor Evaluatie, Prospectief Beleid en Statistiek, om over te gaan tot de evaluatie bedoeld in artikel 18 van het decreet van 2 februari 2017.

De evaluatie kan de volgende informatie bevatten:

1° betreffende de werkzoekenden en de werknemers:

a) het aantal werkzoekenden waaraan de werkuitkering bedoeld in de artikelen 3 en 4 van het decreet van 2 februari 2017 verleend wordt of werd;

b) het profiel van de werkzoekenden: werkloosheidsduur, kwalificatieniveau, leeftijd, geslacht, woonplaats;

c) het aantal werknemers die tewerkgesteld blijven na de stopzetting van de toekenning van de werkuitkeringen;

d) het aantal schorsingen bedoeld in artikel 10 van het decreet van 2 februari 2017 gerangschikt per oorzaak van schorsing;

e) het aantal stopzettingen bedoeld in artikel 11, eerste lid, 3°, van het decreet van 2 februari 2017;

f) het aantal werknemers waaraan de doelgroepvermindering sociale bijdragen bedoeld in artikel 339 van de programmawet verleend wordt of werd;

g) het aantal gevallen van cumulatie van de werkuitkeringen met de doelgroepvermindering sociale bijdragen bedoeld in artikel 339 van de programmawet;

2° betreffende de werkgevers :

a) de omvang van het bedrijf, in aantal werknemers met een arbeidsovereenkomst met de werkgever;

b) de lokalisering van de inrichtingseenheid waarin de werkzoekende is tewerkgesteld;

c) het type rechtspersoonlijkheid van de werkgever;

d) de voornaamste activiteitensector en het voornaamste paritair comité.

In de aanvraag die hij aan de FOREm richt, kan de Minister de bijkomende gegevens die moeten beoordeeld worden, bepalen

Art. 19. Voor de toepassing van artikel 32, tweede lid, van het decreet van 2 februari 2017, is het referentekwartalloon bedoeld in artikel 28/1, tweede lid, 3°, eerste streepje, van het koninklijk besluit van 16 mei 2003 tot uitvoering van Hoofdstuk 7 van Titel IV van de programmawet van 24 december 2002 (I) betreffende de harmonisering en vereenvoudiging van de regelingen inzake verminderingen van de sociale zekerheidsbijdragen, vastgelegd op 13.942,47 euro. De loongrens wordt met 2 % verhoogd voor elke verhoging van de loongrenzen bedoeld in artikel 2 van de wet van 20 december 1999 tot toekenning van een werkbonus onder de vorm van een vermindering van de persoonlijke bijdragen van sociale zekerheid aan werknemers met lage lonen en aan sommige werknemers die het slachtoffer waren van een herstructurering, voortvloeiend uit de koppeling aan de index bedoeld in artikel 2, § 2, derde lid, van de voornoemde wet van 20 december 1999, vanaf het kwartaal dat volgt op het kwartaal waarin deze loongrens wordt verhoogd of, als deze verhoging samenvalt met het begin van een kwartaal, vanaf dat kwartaal.

Het resultaat van de berekening bedoeld in het vorig lid, wordt tot de dichtstbijzijnde cent afgerond, en 0,005 wordt naar 0,01 EUR afgerond.

Deze bepaling wordt toegepast vanaf het kwartaal dat volgt op het kwartaal waarin het bedrag van de betrokken loongrens wordt bepaald.

Art. 20. De aanvragen van de werkkaarten en de aanvragen om herziening van de werkkaarten van de werknemers die voor de inwerkingtreding van dit besluit zijn aangeworven, overeenkomstig de voorwaarden bepaald krachtens het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot bevordering van de tewerkstelling van langdurig werkzoekenden, het koninklijk besluit van 29 maart 2006 tot uitvoering van artikel 7, § 1, derde lid, *m*), van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders ter bevordering van de tewerkstelling van laaggeschoolde of erg laag geschoolde jongeren, zoals van kracht voor de inwerkingtreding van dit besluit, moeten uiterlijk 31 december 2017 worden ingediend. Bij gebrek, verliest de werkgever elk recht op het gebruik van de bovenvermeld activeringen

Art. 21. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2017.

Art. 22. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 juni 2017.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
E. TILLIEUX

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2017/30723]

Carrière extérieure

Désignation

Par arrêté royal du 5 mars 2017, Monsieur Didier VERWAERDE, Consul de Belgique à Barcelone, est commissionné en la même qualité dans la Principauté d'Andorre.

Déchargé des fonctions

Par arrêté royal du 5 mars 2017, Monsieur Marc CALCOEN, Ambassadeur de Belgique dans la Principauté d'Andorre, avec résidence principale à Madrid, est déchargé de ses fonctions de Consul général dans cet Etat.

Par arrêté royal du 5 mars 2017, Monsieur Werner CLAES, Secrétaire d'Ambassade auprès de l'Ambassade de Belgique à Madrid, est déchargé de ses fonctions de Consul général dans la Principauté d'Andorre.

Mutations

Par arrêté royal du 5 mars 2017, Monsieur Thomas ANTOINE est déchargé de ses fonctions d'Ambassadeur de Belgique dans le Grand-Duché de Luxembourg, avec résidence principale à Luxembourg, ainsi que de ses fonctions de Consul général de Belgique dans cet Etat. Il est adjoint à l'Administration centrale.

Par arrêté royal du 5 mars 2017, Monsieur Philippe BEKE est déchargé de ses fonctions d'Ambassadeur de Belgique dans les Républiques de Finlande et d'Estonie, avec résidence principale à Helsinki, ainsi que de ses fonctions de Consul général de Belgique dans ces Etats. Il est adjoint à l'Administration centrale.

Par arrêté royal du 5 mars 2017, Monsieur Jean-Luc BODSON est déchargé de ses fonctions d'Ambassadeur de Belgique dans le Commonwealth d'Australie, en Nouvelle-Zélande, dans les Républiques des Îles Fidji, de Vanuatu, de Nauru et de Kiribati, dans le Royaume de Tonga, dans les Etats indépendants de Papouasie-Nouvelle-Guinée et du Samoa ainsi que dans les Îles Cook et les Îles Salomon, avec résidence principale à Canberra, ainsi que de ses fonctions de Consul général de Belgique dans ces Etats. Il est adjoint à l'Administration centrale.

Par arrêté royal du 5 mars 2017, Madame Francine CHAINAYE est déchargée de ses fonctions d'Ambassadeur de Belgique dans le Royaume de Suède et la République de Lettonie, avec résidence principale à Stockholm, ainsi que de ses fonctions de Consul général de Belgique dans ces Etats. Elle est adjointe à l'Administration centrale.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2017/30723]

Buitenlandse carrière

Aanstelling

Bij koninklijk besluit van 5 maart 2017 wordt de heer Didier VERWAERDE, Consul van België te Barcelona, in dezelfde hoedanigheid aangesteld in het Vorstendom Andorra.

Ontheven uit functie

Bij koninklijk besluit van 5 maart 2017 wordt de heer Marc CALCOEN, Ambassadeur van België in het Vorstendom Andorra, met standplaats te Madrid, ontheven uit zijn functie van Consul-Generaal in deze Staat.

Bij koninklijk besluit van 5 maart 2017 wordt de heer Werner CLAES, Ambassadesecretaris bij de Ambassade van België te Madrid, ontheven uit zijn functie van Consul-Generaal in het Vorstendom Andorra.

Overplaatsingen

Bij koninklijk besluit van 5 maart 2017 wordt de heer Thomas ANTOINE ontheven uit zijn functie van Ambassadeur van België in het Groothertogdom Luxemburg, met standplaats te Luxemburg, alsook uit zijn functie van Consul-Generaal van België in deze Staat. Hij wordt toegevoegd aan het Hoofdbestuur.

Bij koninklijk besluit van 5 maart 2017 wordt de heer Philippe BEKE ontheven uit zijn functie van Ambassadeur van België in de Republieken Finland en Estland, met standplaats te Helsinki, alsook uit zijn functie van Consul-Generaal van België in deze Staten. Hij wordt toegevoegd aan het Hoofdbestuur.

Bij koninklijk besluit van 5 maart 2017 wordt de heer Jean-Luc BODSON ontheven uit zijn functie van Ambassadeur van België in het Gemenebest Australië, Nieuw-Zeeland, in de Republieken van de Fiji eilanden, Vanuatu, Nauru en Kiribati, in het Koninkrijk Tonga, in de Onafhankelijke Staten Papoea-Nieuw-Guinea en Samoa alsook in de Salomonseilanden en Cookeilanden, met standplaats te Canberra, alsook uit zijn functie van Consul-Generaal van België in deze Staten. Hij wordt toegevoegd aan het Hoofdbestuur.

Bij koninklijk besluit van 5 maart 2017 wordt Mevrouw Francine CHAINAYE ontheven uit haar functie van Ambassadeur van België in het Koninkrijk Zweden en de Republiek Letland, met standplaats te Stockholm, alsook uit haar functie van Consul-Generaal van België in deze Staten. Zij wordt toegevoegd aan het Hoofdbestuur.